



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°181 6 DECEMBRE 2019

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - ▼ AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ▼ ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - ▼ SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

6^{EME} FORUM
INTERNATIONAL
SUR LA PAIX ET
LA SECURITE EN
AFRIQUE A
DAKAR

ETHIOPIE : VERS
UNE
NORMALISATION
PROGRESSIVE DU
SYSTEME FINANCIER

La SFI co-
organisera l'Africa
CEO Forum 2020
prévu à Abidjan

RWANDA :
TENDANCE A LA
BAISSE DES TAUX
D'INTERET
BANCAIRE

GHANA :
FERMETURE DE 53
GESTIONNAIRES DE
FONDS

TANZANIE : SAISIE
D'UN NOUVEL
AVION D'AIR
TANZANIA AU
CANADA

BURKINA FASO :
CAMPAGNE
AGRICOLE DE
SAISON HUMIDE
2019-2020

COTE D'IVOIRE :
RENFORCEMENT DE
LA PRESENCE DE
L'ECOLE FRANÇAISE
IPAG

COTE D'IVOIRE : DEUX
CENTRALES SOLAIRES
DE 60 MW



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ PalmPay lève 40 MUSD pour son développement au Nigéria et au Ghana

Les fonds ont été levés par PalmPay, société du groupe chinois Transsnet, auprès des sociétés chinoises Transsion Holdings, NetEase et Mediatek. La spécificité de cette application réside dans le fait qu'elle sera préinstallée sur les téléphones TECNO, Infinix et Itel, marques appartenant à Transsion. Les utilisateurs pourront recharger leur compte et effectuer des transactions en ligne. Les services financiers digitaux connaissent une forte croissance ces dernières années au Nigéria avec un montant des transactions électroniques équivalent à 255 Mds USD en 2018, contre 49 Mds USD en 2012. Cet engouement se traduit par les levées de fonds récentes de certaines *Fintechs*, telles Interswitch (200 MUSD) et Opay (50 MUSD).

✉ margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr

▼ 6^{ème} Forum international sur la paix et la sécurité en Afrique à Dakar

Le Premier Ministre français, Edouard Philippe, et la ministre des Armées, Florence Parly, se sont rendus à Dakar les 17 et 18 novembre 2019, où ils ont rejoint 28 ministres africains de la Défense et des Affaires étrangères ainsi que le Président du Chef d'Etat mauritanien, à l'occasion du 6^{ème} Forum sur la paix et la sécurité en Afrique, sur le thème « Les défis actuels du multilatéralisme ». Cette initiative franco-sénégalaise, lancée en 2013 dans la foulée de l'opération Serval au Mali, réunit des décideurs politiques et militaires, chercheurs et experts sur les questions sécuritaires. Edouard Philippe a rappelé l'engagement de la France à consacrer 0,55% de son revenu national brut à l'APD d'ici 2022 (contre 0,44% en 2019).

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Des patrouilles communes mises en place par le Nigéria, le Bénin et le Niger aux frontières

Le 14 novembre au siège de la CEDEAO à Abuja (Nigéria), plusieurs ministres du Bénin et du Niger se sont entretenus avec leurs homologues nigériens ainsi que le commissaire au commerce de la CEDEAO à propos de la fermeture partielle des frontières du Nigéria avec ses deux pays voisins. A l'issue de cette rencontre, les trois parties ont annoncé la création i) d'un Comité de suivi et d'évaluation de la situation aux frontières ; ii) d'un Comité de facilitation des échanges afin de promouvoir le commerce interrégional entre les trois pays ; iii) de patrouilles communes aux frontières. A noter qu'aucune date concernant la réouverture des frontières n'a pour l'instant été annoncée.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Signature de l'aide-mémoire du programme régional intégré des marchés agricoles Togo – Bénin**

L'aide-mémoire du programme régional intégré des marchés agricoles vient d'être signé à Grand Popo (Bénin) par le ministre béninois de l'Agriculture, son homologue togolais et le directeur Afrique du Fonds international du développement agricole (FIDA). Le coût du projet est estimé à 100 M USD, financé à 50% par le FIDA et réparti entre la composante 1 « Accès au marché et appui à l'entrepreneuriat » (60, 8 M USD) ; la composante 2, « Transformation de l'agriculture familiale adaptée au changement climatique » (26,9 M USD). Les objectifs de ce programme conjoint au Togo et au Bénin sont la lutte contre la pauvreté en milieu rural et une meilleure intégration des marchés agricoles de ces deux pays.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le Salon international de l'agriculture et des ressources animales (SARA) a ouvert ses portes le 22 novembre à Abidjan**

A cette ouverture, 19 ministres africains originaires de 17 pays étaient présents lors de la journée d'ouverture, ainsi que le ministre français de l'Agriculture et de l'alimentation, Didier Guillaume. La France est cette année le pays à l'honneur. Le pavillon France accueille 60 exposants. Lors de la journée de la France, le samedi 23 novembre, le ministre français a introduit une conférence régionale sur la transition agro-écologique et l'innovation. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, a participé également au programme des conférences le 26 novembre. Le Salon se tient jusqu'au 1^{er} décembre.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **La SFI co-organisera l'Africa CEO Forum 2020 prévu à Abidjan**

La Société financière internationale (SFI, Banque mondiale) vient d'annoncer qu'elle co-organisera (pour la 3^{ème} année consécutive) la 8^{ème} édition de l'Africa CEO Forum 2020, qui se tiendra les 9 et 10 mars prochain à Abidjan (Côte d'Ivoire). Fondé en 2012 et organisé par Jeune Afrique Media Group, l'Africa CEO Forum réunit chaque année décideurs des plus grandes entreprises africaines, investisseurs internationaux, dirigeants de multinationales, chefs d'État, ministres et représentants des principales institutions financières actives sur le continent. Sa 8^{ème} édition sera axée sur l'intégration régionale, le développement des infrastructures, l'impact des avancées technologiques et l'emploi.

✉ Lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : Vers une normalisation progressive du système financier

Dans une circulaire du 20 novembre, la Banque centrale (NBE) a annulé la principale règle de financement des banques publiques : elle est revenue sur l'obligation imposée depuis 2011 aux banques privées d'acheter des bons de la NBE à hauteur de 27 % des dépôts qu'elles collectent. Ces titres étaient ensuite rétrocédés au bilan des deux banques publiques qui détiennent plus de 60 % du capital bancaire national et investissent dans des projets dont le mode de sélection est guidé par les autorités publiques. L'annulation de cette règle de financement permettra de soutenir l'octroi de prêts au secteur privé par les banques commerciales, mais pourrait également entraîner un regain d'inflation s'il n'était pas offert rapidement d'alternatives au financement des banques publiques.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Révision à la hausse du déficit public en dépit des engagements des autorités

L'adoption récente d'une loi de finances rectificative par le parlement illustre les difficultés du gouvernement à respecter ses engagements budgétaires dans un contexte de pression croissante sur les finances publiques. Cette enveloppe additionnelle intègre une hausse des dépenses de 780 MUSD, rapportant les dépenses publiques totales pour 2019/20 à 30,4 Mds USD. Elle est fléchée principalement sur trois ministères : *Energy, Infrastructure & ICT* (+13,5 %), *General Economic and Commercial Affairs* (+12,2 %) et *Health* (+24,7 %). En parallèle, le montant des recettes publiques est revu à la baisse, passant de 20,5 Mds USD à 20,2 Mds USD. Il en résulte donc une augmentation de 890 MUSD des besoins de financement de l'Etat, pour un besoin total de financement estimé désormais à 7,3 Mds USD. Alors que le déficit hors-dons était programmé à 6,3 % du PIB en début de cycle, il s'établit dorénavant aux alentours de 7,3 % du PIB.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Invitation à candidature des investisseurs français sur les projets de régénération urbaine à Nairobi

L'Ambassade de France au Kenya a organisé un atelier de préparation du Sommet Afrique-France sur la ville et les territoires durables le 19 novembre. Au cours de cet événement, le secrétaire d'Etat en charge du logement et du développement urbain Charles Hinga a présenté deux projets de régénération urbaine à Nairobi. *Railway City* concerne la valorisation de 400 acres de zone industrielle à l'entrée sud du *Central Business District*, tandis que le projet de renouvellement urbain d'*Eastlands* vise à créer 117 000 logements dans un quartier populaire de l'est de l'agglomération. Ces deux projets, de montants respectifs estimés à 28 Mds KES (280 MUSD) et 358 Mds KES (3,6 Mds USD), doivent être développés en PPP. Cet événement intervenait à la marge d'une délégation d'entreprises au Kenya et en Ethiopie organisée par BPI France et Business France.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : 6ème et dernière revue du programme FEC par le FMI

Du 11 au 25 novembre, le FMI a effectué les consultations de l'Article IV et la 6^{ème} revue du programme de Facilité élargie de crédit (FEC). La mission a validé la 6^{ème} revue sous réserve d'approbation par le conseil d'administration du FMI en janvier 2020. La croissance du PIB atteindrait 4,8 % en 2019 et 5,2 % en 2020 et le taux d'inflation serait contenu à 6 % en fin 2019. Tous les critères sont remplis sauf celui relatif aux dépenses sociales. Le FMI recommande le renforcement de la lutte contre la corruption pour améliorer le climat des affaires et l'adoption d'un mécanisme de tarification reflétant les cours mondiaux des prix à la pompe pour rééquilibrer les comptes publics.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : Tendence à la baisse des taux d'intérêt bancaire

La Banque Nationale Rwandaise (BNR) a indiqué le 14 novembre que les taux d'intérêt moyen à l'emprunt auprès des banques commerciales est passé de 17,07 % en 2018 à 16,47 % pendant les trois premiers trimestres 2019. Cela s'explique en premier lieu par la baisse du taux directeur de la BNR de 5,5 % à 5 %, incitant les banques à prêter davantage. Par ailleurs, les dépôts en espèces se sont largement accrus : entre septembre 2018 et septembre 2019, ils se sont élevés à 2,24 MUSD contre 2,00 MUSD sur la même période un an plus tôt. Cette baisse des taux d'intérêt a ainsi contribué à une augmentation de 41 % des prêts autorisés par les banques commerciales depuis début 2019.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ Rwanda : Le FMI revoit ses prévisions de croissance économique à la hausse

Le Fonds monétaire international a révisé les prévisions de croissance économique du Rwanda de 7,8 % à 8,5 %. En mission au Rwanda durant la première quinzaine de novembre, des cadres du FMI ont déclaré que l'activité économique au premier semestre de l'année 2019 avait dépassé les attentes, le produit intérieur brut réel ayant augmenté de 10,3 %. Cette forte croissance s'explique notamment par les grands projets de construction, par une hausse de l'emprunt privé et par l'augmentation des activités des secteurs du tourisme et des transports.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ Soudan : Appel aux contributions extérieures pour un montant de 3 Mds USD afin de clôturer le budget 2020

Le ministre des finances soudanais, M. Al Badawi, a indiqué, qu'après de longues discussions avec l'Assistant du Secrétaire du Trésor américain, un accord a été donné par les autorités américaines au FMI, à la BM et à la BAD pour entamer des discussions avec le Soudan sur la mise en place de financement et la renégociation de sa dette publiques (estimée à 60 Md USD par les autorités soudanaises), avant même le retrait du Soudan de la liste américaine des pays finançant le terrorisme. Le ministre a « également fait part de ses deux mesures phares : (i) un doublement des salaires de la fonction publique, dont le coût supplémentaire est estimé à 1 Md USD et la mise en place d'un système d'aide financière directe (*cash transfer*), à partir de la deuxième moitié de 2020, visant 15 million de bénéficiaires pour un coût annuel estimé à 1,5 Md USD. Par ailleurs, le ministre envisage un déficit budgétaire de 500 MUSD pour 2020. C'est donc une contribution de 3 Mds USD que les autorités soudanaises souhaitent demander aux pays membres des « Amis du Soudan » pour clôturer le prochain budget. Enfin, M. Al Badawi a réitéré que la levée des subventions notamment énergétiques, qui représentent à elles seules plus de 50 % des dépenses budgétaires, ne se ferait pas sans un consensus et n'interviendrait au plus tôt qu'après juin 2020.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : Démission du gouverneur de la Banque centrale et changements à la tête de de l'aviation civile et des services aéroportuaires

La mise en place du nouveau gouvernement début septembre a été suivi au mois d'octobre par une série de changements au niveau des Secrétaires généraux et directeurs généraux de nombreux ministères techniques notamment celui du ministère des finances, de l'industrie et du commerce, de l'énergie.... Ces changements touchent dorénavant les hauts fonctionnaires des autres entités publiques. Le gouverneur de la banque centrale a annoncé la semaine dernière sa démission, qui n'a cependant pas encore été acceptée. La semaine dernière, le DG de l'aviation civile et celui de services aéroportuaires ont été démis de leurs fonctions. Le nouveau DG de l'aviation civile, M. Ibrahim ADLAN, est un civil, mais celui des services aéroportuaires, M. Sirelkhatim BABIKIR, reste un militaire. Ces deux organismes dépendent du ministère de la défense.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : Difficultés d'approvisionnement en médicaments

Ces difficultés sont principalement d'ordre administratif et organisationnel, imputables à des nouvelles nominations de hauts responsables au sein du ministère de la santé (nouveaux dirigeants non expérimentés, conflits politiques) et du « *Medical Supplies Fund* », dont la santé financière n'est pas remise en cause. Un autre problème réside également dans la capacité limitée du laboratoire du Conseil des Médicaments à délivrer les autorisations. En conséquence les stocks de médicaments en attente, faute d'autorisations, représenteraient entre 80 et 100 MUSD.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Ultimatum du gouvernement auprès de 187 sociétés d'Etat**

Le président John Magufuli a lancé hier un ultimatum de deux mois à 187 entreprises et institutions appartenant à l'État, leur demandant de verser des dividendes, sans quoi leurs dirigeants seront licenciés. Ces propos font suite au versement d'environ 455 MUSD de dividendes de la part de 79 entreprises publiques avec comme principal contributeur la *Tanzania Port Authority* (73 MUSD). A noter, le gouvernement a également reçu des dividendes de sociétés privées dans lesquelles il détient des actions, notamment *NMB Bank* (4,5 MUSD), *CRDB Bank* (3,0 MUSD), *Puma Energy* (4,7 M USD).

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Saisie d'un nouvel avion d'Air Tanzania au Canada**

Après la saisie d'un avion de la compagnie aérienne nationale tanzanienne, *Air Tanzania*, en août dernier en Afrique du Sud, c'est maintenant au tour des autorités canadiennes. Cette saisie survient de nouveau à la suite d'une action en justice d'un propriétaire terrien qui réclame 33 MUSD en dommages et réparations au gouvernement tanzanien après la nationalisation de son exploitation dans les années 1980. L'appareil saisi est un Bombardier Q400 de fabrication canadienne qui devait être livré à la Tanzanie.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Ghana : présentation du Budget 2020 devant le Parlement

Le 13 novembre, le ministre des Finances a présenté au Parlement le Budget 2020. Pour l'année 2020, le gouvernement prévoit une croissance du PIB de 6,8% et un déficit à 4,7% du PIB, en partie financé par l'émission de 3 Mds USD d'Eurobonds. Les recettes prévues sont de 67,1 Mds GHC (soit 10,1 Mds EUR et environ 16,8% du PIB) et les dépenses prévues de 85,9 Mds GHC (soit 14,1 Mds EUR et environ 21,6% du PIB). L'augmentation du niveau de mobilisation fiscale devra passer de 13% du PIB actuellement à 20% à moyen-terme, par un élargissement de la base fiscale. Par ailleurs, le Ghana souhaite mettre en place sa propre Banque nationale de développement, avec un capital de 2 Mds GHC (325 M EUR).

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : le gouvernement de l'Etat de Lagos présente un Budget 2020 de 2,9 Mds EUR

Le Gouverneur de l'Etat de Lagos, Babajide Sanwo-Olu, a présenté le Budget 2020 devant l'Assemblée. Estimé à 2,9 Mds EUR, il est en augmentation de 34% par rapport à 2019 dont 62% dédiés aux dépenses de capital. Il devrait être financé par des recettes fiscales à hauteur de 91,6% et 8,4% par du déficit. Le budget donne la priorité aux infrastructures, à l'éducation et à la santé. 286 MEUR seront alloués à des projets d'infrastructures physiques, près de 4 fois plus que les dépenses réalisées en 2019 pour ce poste. De même, les dépenses de capital allouées à l'éducation et la santé se voient augmenter de 60% par rapport à l'an dernier, pour atteindre respectivement 120 MEUR et 82 MEUR.

✉ margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : conséquence de la fermeture des frontières, l'inflation atteint 11,61% en octobre

D'après le Bureau National des Statistiques, l'inflation a atteint en octobre son plus haut niveau depuis mai 2018, à 11,61% en glissement annuel contre 11,24% en septembre. Ce chiffre a été tiré par la hausse des prix des denrées alimentaires qui s'est fixé à 14,09% en octobre. La fermeture des frontières terrestres du Nigéria depuis le 22 août, dont la réouverture n'interviendrait pas avant fin janvier 2020 selon le gouvernement, est certainement au moins en partie responsable de cette hausse, réduisant notamment les importations de riz. La prévision du FMI est de 11,3% pour 2019 et 11,7% pour 2020. Pour rappel, la fourchette cible d'inflation du gouvernement est comprise entre 6 et 9%.

✉ william.levasseur@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : renforcement des médias en matière d'informations économiques et financières

La Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso (CCI-BF) a lancé, le 14 novembre 2019 à Ouagadougou, l'appel à projets dénommé « EcoMédias », une initiative d'accompagnement des entreprises de presse en vue de la production de contenus dédiés à l'économie, aux finances et à la promotion du secteur privé au Burkina Faso. Le vice-président de la CCI-BF, Mamady Sanoh, a indiqué que onze projets sont attendus pour être primés, pour un montant total de 52 M FCFA (79 K EUR). EcoMédias prend en compte les catégories suivantes : radio, télévision, presse écrite et presse en ligne.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : publication des contributions des îles au PIB du pays

L'INE a publié les chiffres de contribution des îles de l'archipel au PIB du pays pour l'année 2017. Santiago continue de contribuer à plus de la moitié du PIB du pays en 2017 (52%), mais avec une part en diminution. Sao Vicente contribue à 15,5% du PIB total, et Sal à 12,6%. Sal est la seule île présentant une décroissance (-10,5%) alors que Boa Vista réalise la meilleure performance (+27,7%).

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : présentation du projet de budget 2020 à l'Assemblée nationale

Le budget global s'établit à 8 061 Mds FCFA (12,3 Mds EUR), soit une hausse de 10% par rapport au budget de l'exercice 2019. Il se répartit entre dépenses ordinaires (64%, y compris les intérêts sur la dette), dépenses d'investissement (26%) et dépenses des comptes spéciaux du Trésor (10%). A noter qu'en proportion des recettes fiscales, le service de la dette s'établira à 54,2% et la masse salariale à 37,3%. Les autorités tablent sur une hausse de 10,7% des recettes fiscales (à 6 Mds EUR) et une mobilisation d'environ 2,3 Mds EUR via des émissions de titres publics sur les marchés financiers. Au total, la cible de déficit est fixée à 3% du PIB, conforme au critère de convergence de l'UEMOA.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : un allègement de la dette publique de 2 Mds USD attendu l'année prochaine

Selon le ministre des Finances et des Affaires économiques gambien, le gouvernement prévoit de conclure les négociations sur la restructuration de la dette avec ses créanciers et un montant estimé à 2 Mds USD pourrait être libéré en 2020 grâce au report de la dette. Il a annoncé que le paiement des intérêts de la dette devrait s'élever à 4 648 Mds GMD (82 M EUR) en 2020 contre 2 702 Mds (48 M EUR) en 2019 en raison de l'augmentation de l'encours de la dette et du refinancement envisagé d'une partie de la dette intérieure. Le ministre a indiqué que l'emprunt domestique devrait croître à 3,9 Mds GMD (69 M EUR) en 2020, par rapport à 1 236 Md GMD (22 M EUR) en 2019.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : projet d'un budget pour l'année 2020 en hausse de +15%

Le ministre en charge du Budget vient de présenter les grands axes du projet de loi de finances 2020, fondée sur un taux de croissance du PIB de 6,3% en 2020 plus optimiste que la dernière prévision du FMI (6%). Le budget global est prévu à 2,8 Mds USD, soit une hausse de 15% par rapport à la loi de finances rectificatives (LFR) de 2019. Les dépenses courantes absorberont 57,3% du budget total quand les dépenses d'investissement en bénéficieront de 38,4%. Quant aux ressources, elles sont au total estimées à 2,3 Mds USD, composées à 90% par des recettes fiscales qui progressent de 13% par rapport à la LFR 2019. Le déficit budgétaire devrait se situer à 3,4% du PIB, soit à un niveau plus élevé que la projection du FMI (-2%).

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : l'opposition demande au gouvernement de la transparence dans la gestion des entreprises publiques

La Coalition des forces pour un changement démocratique (CFCD), composée de trois partis politiques (UFP, RFD et UNAD) a demandé au gouvernement l'ouverture d'une enquête « juste et probante » sur la situation de plusieurs entreprises publiques. Les sociétés visées nominativement sont : la SNIM (plus grande société publique du pays), la SOMELEC, les ports de Nouakchott et Nouadhibou, la SONIMEX, l'ENER, et l'AMEXTIPE. La déclaration enjoint l'Etat à assurer la transparence et la bonne gouvernance de ses structures étatiques.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : le recensement biométrique des agents de l'Etat actuellement en cours

Le recensement biométrique des agents de l'Etat engagé par le gouvernement avec l'appui de la Banque mondiale a débuté le 28 octobre 2019. Financé par le Projet de capacités et de performances du secteur public (PCDS), son coût est évalué à environ 2 Mds FCFA (3 M EUR). L'objectif de ce recensement est i) d'améliorer l'efficacité de la gestion des ressources humaines ; ii) développer une base de données d'identification des agents ; et iii) assainir le fichier de l'Etat. En plus des fonctionnaires, les étudiants, les bénéficiaires de bourses et aides sociales et les retraités seront concernés.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Sierra Leone : mission de revue concluante du FMI

Une délégation du FMI a tenu des discussions avec les autorités nationales dans le cadre de la 2^{ème} revue du programme économique et financier de la Sierra Leone, soutenu par une Facilité élargie de crédit (FEC). La croissance économique est attendue à +5,7% en 2019 (contre +3,5% en 2018). Le pays a rempli tous les critères de performance quantitatifs et les objectifs indicatifs à fin juin 2019, concernant notamment les recettes publiques intérieures, les dépenses liées à la pauvreté et le solde primaire intérieur. Le FMI s'est aussi félicité des progrès en matière de réformes structurelles. L'adoption de cette revue permettra le décaissement de 20 M USD en faveur de la Sierra-Leone, portant à environ 62,2 M USD le montant total des décaissements.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Ghana : fermeture de 53 gestionnaires de fonds

Dans le cadre de l'assainissement du secteur financier ghanéen, la Securities Exchange Commission (SEC), a retiré les licences de 53 gestionnaires de fonds. 21 de ces sociétés avaient déjà cessé leurs opérations. Ces fonds géraient les dépôts de 81 000 investisseurs pour un montant cumulé de 8 Mds GHS (environ 1,3 Md EUR). La SEC débouclera les positions des sociétés fermées, 30% des dépôts (2,4 Mds GHS) correspondent à des investissements en bons du Trésor, titres de banques et actions de sociétés publiques. Bien qu'il n'existe pas de garantie des dépôts, le remboursement des déposants par l'Etat entraînerait un coût budgétaire de 1,5 Md GHS (environ 245 M EUR) d'après la récente annonce du Budget au Parlement.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : 43^{ème} réunion du Conseil d'administration de l'ARIPO

Du 18 au 22 novembre, le Libéria a accueilli le 43^{ème} Conseil d'administration et le 17^{ème} conseil des Ministres de l'ARIPO (African Regional Intellectual Property Organization - l'ARIPO est une organisation intergouvernementale qui facilite la coopération entre en matière de propriété intellectuelle ses 19 États membres). Ce conseil a été l'occasion de souligner les réalisations de l'Organisation au cours de l'année en matière d'enregistrement de droits de propriété intellectuelle, d'amélioration des technologies d'accès à l'information, de la sensibilisation et du renforcement des capacités notamment par la mise en place de nouvelles formations.

✉ caroline.rolshausen@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : le pays déclassé par le GIABA

Le Libéria a été déclassé par le Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme en Afrique de l'Ouest (GIABA) lors de ses réunions plénières, organisées à Dakar (Sénégal) du 10 au 16 novembre 2019. Cette décision oblige désormais le Libéria à soumettre un rapport tous les six mois, plutôt qu'un an, sur les progrès réalisés dans le respect des normes et exigences internationales en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Ghana : signature de lettres d'intention d'achat de 9 avions pour la future compagnie aérienne nationale

Lors du Salon de l'aéronautique de Dubaï, le gouvernement ghanéen a signé des lettres d'intention d'achat pour 9 avions afin de constituer une flotte pour la future compagnie aérienne nationale, actuellement en cours de développement en partenariat avec *Ethiopian Airlines*. Cette signature concerne trois Boeings 787-9 *Dreamliner* et six *Dash* 8-400 du constructeur canadien De Havilland (anciennement Q400 de Bombardier). Au prix catalogue, cela représente un montant total de 1,07 Md USD, dont 877 M USD pour les seuls 787-9. Actuellement, *Africa World Airlines* est la seule compagnie aérienne ghanéenne, elle opère au Ghana ainsi que vers le Nigeria, la Sierra Leone et le Liberia.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : la *Bank of Industry* va bénéficier de 500 MEUR supplémentaires pour ses activités

Le Conseil Exécutif Fédéral, le conseil des ministres nigérian, a donné son autorisation pour la souscription d'un prêt syndiqué de 500 MEUR comprenant notamment une participation de la banque Crédit Suisse AG de Londres, pour la *Bank of Industry* du Nigéria (BoI). Ce prêt, souscrit en euro, sera échangé auprès de la Banque centrale pour permettre un financement en monnaie locale. Il a pour objectif de financer des projets industriels ainsi que les MPME nigérianes grâce à des prêts à des taux préférentiels pouvant aller jusqu'à 5 ans. Instituée en 2001, la BoI a octroyé l'année dernière pour 720 MUSD de nouveaux prêts dont 95 MUSD aux MPME, la majorité étant allouée aux grandes entreprises du pays.

✉ william.levasseur@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : la France finance le projet « 3 frontières » via l'AFD

La France, via l'AFD, et l'Etat du Burkina Faso ont signé le 5 novembre 2019 une convention de financement dans le cadre du programme « 3 Frontières ». D'un montant global de 33 M EUR (21,6 Mds FCFA) dont un tiers au profit du Burkina Faso et sur 3 ans (2020-2022), ce programme a pour objectif général de contribuer à la stabilisation de la zone du Liptako Gourma, espace transfrontalier entre le Mali, le Burkina et le Niger. Il mettra en particulier l'accent sur le renforcement des filières agropastorales, à travers des appuis aux organisations de producteurs et d'éleveurs, et par le financement d'infrastructures socio-économiques sélectionnées par les collectivités territoriales dans les régions du Nord et du Sahel.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : participation du Chef d'Etat à la 2^{ème} conférence du G20 Compact with Africa

Le Président ivoirien s'est rendu à Berlin (Allemagne) à la deuxième conférence du « G20 Compact with Africa » organisée les 19 et 20 novembre 2019. Pour rappel, cette initiative a été lancée sous la présidence allemande du G20. Coordonnée par la Banque africaine de développement, elle s'inscrit dans la démarche commune des Chefs d'Etat africains et des bailleurs de fonds de promouvoir un développement impulsé par le secteur privé. Le président est intervenu lors du forum économique pour saluer l'accord de financement trouvé avec la KfW, pour le financement d'un programme d'assainissement et de drainage à Abidjan. Cet accord sera mis en œuvre par le groupe allemand d'ingénierie Gauff GmbH & Co Engineering.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : le cabinet français Algoé sollicité pour la réalisation du schéma directeur de la ville de Forécariah

Le ministre de la Ville et de l'aménagement du territoire a reçu le 18 novembre 2019, les responsables du cabinet français Algoé chargé d'élaborer le schéma directeur de la ville de Forécariah (sud-ouest de la Guinée). La ville de Forécariah abritera notamment le futur aéroport international et le port en eau profonde desservi par le Trans guinéen, par lequel pourrait être évacué le minerai de fer du Simandou. Selon le ministre, l'élaboration de ce schéma directeur s'inscrit dans la vision Conakry 2040, une étude publiée en 2018 et financée par l'UE, dont l'objectif était d'aider les autorités guinéennes à relancer une politique cohérente de planification et d'aménagement.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : poursuite du resserrement monétaire

La 1^{ère} réunion du Comité de politique monétaire de la Banque Centrale du Libéria vient de se tenir, environ deux semaines après la nomination de M. Jolue Aloysius Tarlue à la tête de cette institution. Cette réunion a été l'occasion de faire un tour d'horizon sur la conjoncture économique domestique. Compte tenu de la persistance des pressions inflationniste, le Comité a décidé de poursuivre une politique monétaire prudente, notamment en (i) augmentant à 30% le taux de facilité de dépôt, (ii) réduisant à 15% le taux de réserves obligatoires en monnaie locale et en augmentant à 15% celui des réserves en USD. La Banque centrale émettra également des titres de courtes maturités pour ponctionner davantage de liquidités sur le marché local.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : signature d'une convention de contribution financière de l'UE au projet de dépollution de la Baie de Hann**

L'ambassadrice de l'UE au Sénégal et le directeur général délégué de l'AFD ont signé le 17 novembre à Dakar, une convention de délégation de fonds dans le cadre du financement du projet de dépollution de la Baie de Hann. Cette signature a eu lieu en marge du séminaire intergouvernemental franco-sénégalais, en présence de la secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Economie et des finances français, Agnès Pannier-Runacher et du ministre sénégalais Amadou Hott de l'Economie, du Plan et de la Coopération. Le projet de dépollution de la baie de Hann est cofinancé par l'Etat du Sénégal, l'AFD, la coopération néerlandaise RVO et l'UE à plus de 120 M EUR.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : discussion pour un programme avec le Millennium Challenge Corporation**

Le vice-président de la Sierra Leone Juldeh Jalloh était le 19 novembre à Washington, où il a discuté de l'état de préparation d'un potentiel futur programme de la Millennium Challenge Corporation (MCC) pour la Sierra Leone. La MCC et le gouvernement de la Sierra Leone se sont déjà associés en 2015 pour mettre en œuvre un programme de 44,4 M USD destiné à améliorer les services d'eau et d'électricité dans la grande région de Freetown. La Sierra Leone espère ainsi obtenir un financement de 600 M USD dans le cadre d'un programme plein (*Compact*), pour pérenniser la construction d'infrastructure d'eau potable dans le pays. Pour rappel, la MCC est un fonds de développement bilatéral américain créé en 2004.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Burkina Faso : campagne agricole de saison humide 2019-2020

Selon le ministre de l'Agriculture et des Aménagements hydro-agricoles, Salifou Ouédraogo, la production totale est estimée à 5 029 321 tonnes, en baisse de 2,9% par rapport à la campagne agricole précédente et en hausse de 11,9% comparativement à la moyenne des cinq dernières années. La production totale des cultures de rente est évaluée à 1 375 709 tonnes, soit une hausse de 25,4% par rapport à la production de la campagne passée. Même si on note un excédent brut de 204 626 tonnes au niveau national, 17 provinces seraient déficitaires et le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance immédiate s'établirait à 1 219 000 en période courante et à 1 786 600 en période projetée si rien n'est fait.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : présentation à Paris (Grand Palais) du secteur de l'agroalimentaire par l'API Mali

Une délégation d'entreprises agroalimentaires maliennes conduite par l'Agence de promotion des investissements du Mali (API Mali) s'est rendue à Paris à l'occasion du 50^{ème} anniversaire du Marché de Rungis et de la 1^{ère} édition du Festival du bien manger (Paris, Grand Palais, 15/17 novembre). Nombreux, les visiteurs et chefs cuisiniers français ont ainsi pu découvrir la richesse de la gastronomie malienne notamment son fonio préparé par la cuisinière Fatoumata Kouyaté. Des contacts ont également été pris avec la direction de Rungis dans la perspective de la mise en place d'une plateforme logistique de produits frais à Bamako.

✉ valery.alves@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : le pays souhaite augmenter la production et l'exportation de sésame

Un projet d'appui au développement de la filière sésame au Niger a été lancé le 9 novembre à Maradi par le ministre du Commerce et de la Promotion du secteur privé, M. Sadou Seydou. Ce projet vise à favoriser la compétitivité de la filière en vue d'en faire une opportunité d'exportation solide et de diversifier ainsi l'économie nigérienne. Selon les autorités, ce projet permettra de moderniser et de mieux organiser les acteurs, à travers des sessions de sensibilisation et de formation. La culture du sésame connaît actuellement une expansion notable dans le pays, sa production étant passée d'environ 14 073 tonnes en 2000 à 66 278 tonnes en 2016.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Côte d'Ivoire : deux centrales solaires de 60 MW

La SFI et le gouvernement ivoirien ont signé un accord dans le cadre du programme « Scaling Solar » pour le déploiement de deux centrales solaires d'une capacité cumulée de 60 MW, développées grâce à un partenariat public-privé (PPP). Scaling Solar appuiera le développement, le processus d'appel d'offres et le financement des infrastructures. Pour rappel, la Côte d'Ivoire a pour objectif de produire au moins 42% de son électricité à partir de sources renouvelables d'ici 2030, dont 400 MW d'énergie solaire. Scaling Solar est soutenu par Power Africa de l'USAID, les ministères des Affaires étrangères des Pays-Bas et du Danemark et le Fonds de partenariat pour la collaboration en matière de développement des infrastructures (DevCo).

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : la compagnie Sycamore Mining reprend la mine d'or de Kiniéro

Cinq ans après l'arrêt des activités du groupe canadien Semafo à Kiniéro, l'Etat guinéen a ainsi trouvé un repreneur pour relancer l'exploitation de la mine d'or de Kiniéro. C'est dans ce cadre que s'est tenue le 19 novembre 2019, la cérémonie de signature d'un accord-cadre entre la société anglaise Sycamore Mining Limited (dont le siège social est à Chypre), filiale de Sycamore Capital Corp LTD, et le gouvernement guinéen représenté par les ministres des Mines et du Budget. La société envisage d'apporter un investissement de 5 M USD pour le capital de la société et un financement additionnel de 35 M USD pour le financement de l'exploitation de la mine d'or et le cas échéant son extension.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : réforme du secteur et d'Energie du Mali (EDM)

Appuyées financièrement par la Banque mondiale, les autorités maliennes ont entamé la restructuration et la réorganisation du secteur de l'énergie. Les objectifs sont notamment un retour à l'équilibre financier de l'opérateur public EDM en 2021 et une modification du mix énergétique en faveur des énergies renouvelables (hydraulique, solaire). Fortement endettée (487,9 M EUR), EDM devrait donc s'engager contractuellement à travers un contrat de performance. Dans ce cadre, le gouvernement a confirmé le maintien d'un tarif social pour préserver les populations les plus fragiles, mais précise que les tarifs seront progressivement ajustés au coût réel du service pour les consommateurs de moyenne tension.

✉ valery.alves@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : le premier baril de pétrole sénégalais attendu pour 2023

PETROSEN, société nationale en charge du secteur des hydrocarbures, annonce que la date de production du premier baril de pétrole issu du champ SNE situé aux larges de Dakar est repoussée au début de l'année 2023 (initialement prévue à fin 2022). Ce report serait lié à un changement de stratégie, décidé par l'État du Sénégal et les partenaires engagés dans le développement de ce gisement. Woodside, Cairn et Far, les trois sociétés associées avec Petrosen auraient convenu de changer la stratégie d'investissement pour la plateforme de production, de stockage et de déchargement (FPSO, Floating Production Storage and Offloading) qu'ils vont désormais acheter au lieu de la prendre en location.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : hausse du prix de l'électricité à partir du 1er décembre

Les tarifs applicables aux clients Basse Tension (usage professionnel et domestique) augmentent de 10% à l'exception des consommations de la première tranche (clients domestiques petite et moyenne puissance), tandis que les clients Moyenne Tension et Haute Tension, dont les concessionnaires d'électrification rurale, verront leurs tarifs augmenter de 6%. L'éclairage public, connaîtra également une hausse de 10%. Une redevance d'électrification rurale de 0,7 FCFA/kWh pour les usages domestiques et les usages professionnels s'ajoutera. La SENELEC évoque un manque à gagner de plus de 101 millions FCFA (154 K EUR) en 2019 en raison de sa politique tarifaire, correspondant à un ajustement des tarifs de 26,3%.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Côte d'Ivoire : renforcement de la présence de l'école française IPAG

Une délégation menée par le directeur général de l'école de commerce française privée post-bac IPAG (Institut de préparation à l'administration et à la gestion, dont le campus principal se situe à Paris) s'est rendue en Côte d'Ivoire du 18 au 22 novembre. La mission de travail avait pour objectif de rencontrer les institutions, les collectivités et les entreprises ivoiriennes. L'école projette de développer son offre de formation continue à destination des cadres de la sous-région. IPAG est déjà présente en Côte d'Ivoire depuis 2015 avec un cursus en formation initiale de type bachelor sur son campus d'Abidjan.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : le ministère de la Santé poursuit ses actions pour faire appliquer les lois avec le soutien des pharmaciens**

Le ministère de la Santé a ordonné, le 18 novembre, la fermeture de 16 cliniques privées (principalement des cabinets dentaires) à Nouakchott, pour défaut d'autorisation valable. La police a également entendu les responsables des cliniques fermées pour violation présumée de la réglementation en vigueur. En marge, plusieurs professionnels de santé, dont le syndicat des pharmaciens, ont organisé une manifestation devant le ministère pour soutenir les réformes du département. Le ministre a initié une série de réformes dont le contrôle de la régularité des pharmacies et du respect de la distance des 200 mètres qui doivent séparer deux officines ou deux établissements sanitaires.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : la Banque de l'habitat (BHN) poursuit son déploiement pour soutenir le financement du logement en région**

Après l'ouverture d'une agence à Niamey en décembre 2018 puis à Maradi en juillet dernier, la BHN continue son déploiement. Elle a inauguré son agence de Tahoua, le 15 novembre 2019. La BHN est une banque spécialisée sur le financement de la promotion immobilière et l'amélioration de l'habitat social dans l'ensemble du pays. Elle compte des actionnaires privés nationaux et multilatéraux tels que la SONIBANK, la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), la SONIDEP, la SOPAMIN et la CNSS. L'Etat loge dans cette Banque, le Fonds national de l'habitant.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Sénégal : Air Sénégal se dote de 8 nouveaux Airbus**

La compagnie nationale Air Sénégal SA a annoncé le 19 novembre, en marge du Dubaï Air Show et en présence du ministre du Tourisme et des Transports aériens, Alioune Sarr, l'acquisition de 8 Airbus A220-300. L'Airbus A220-300, nouvellement arrivé sur le marché, offrirait des performances économiques maximisées, dont la réduction de la consommation en carburant, des coûts de maintenance réduits et un meilleur coût au siège. La livraison serait prévue en 2021. Cette annonce intervient quelques semaines après le lancement par la compagnie aérienne de son hub à Dakar, le 27 octobre dernier, qui lui permettra à terme d'interconnecter Paris, Barcelone et Marseille, à plusieurs capitales ouest-africaines.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Togo : appel d'offres de la CEET pour le Projet d'extension du réseau électrique de Lomé (PEREL)

La Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET) appelle les entreprises désireuses d'exécuter des travaux de construction de réseaux moyenne et basse tension et postes (MT/BT) à soumissionner au titre du Projet d'extension du réseau électrique de Lomé (PEREL). Les travaux envisagés visent l'extension et la densification du réseau électrique de distribution. La date limite pour répondre à l'appel d'offre est le 20 janvier 2020. Le coût des travaux sera supporté par un financement de l'AFD, l'UE et la coopération allemande (KFW). Ces deux agences avaient alloué un financement de 47,8 M EUR pour la mise en route du PEREL.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : Thomson Broadcast/Viaccess-Orca retenues pour le déploiement de la TNT

Les sociétés françaises Thomson Broadcast (aspects techniques du déploiement TNT) et Viaccess-Orca (sécurité de la plateforme TNT) ont été retenues par la Société Malienne de Transmission et de Diffusion (SMTD) pour assurer la migration du pays vers la Télévision Numérique Terrestre (TNT). Le déploiement de la TNT vise notamment à améliorer la qualité et à diversifier l'offre de contenus proposés par la SMTD.

✉ valery.alves@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Visite d'une délégation sud-africaine en Côte d'Ivoire

Une mission d'hommes d'affaires sud-africains s'est rendue en Côte d'Ivoire le 18 novembre. Initiée par les autorités sud-africaines en charge du commerce, la visite avait pour objectif de faire progresser le niveau des échanges commerciaux en la Côte d'Ivoire et l'Afrique du Sud, estimés à 106 M EUR en 2018. Parmi les sociétés composant la délégation, le groupe Etion a annoncé vouloir développer ses activités de cyber-sécurité et d'ingénierie électronique localement. Plusieurs entreprises sud-africaines sont déjà implantées en Côte d'Ivoire, comme l'opérateur mobile MTN. Cependant, les principales sociétés minières sud-africaines implantées en Afrique de l'Ouest, notamment la société aurifère AngloGold Ashanti, n'opèrent pas en Côte d'Ivoire.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :



C'M'S/ Bureau Francis Lefebvre

